

Deux Allemagnes, deux socialismes 1945-1989

Document 1 : *La Solution*, poème de Bertolt Brecht (1953)

Poète et auteur dramatique allemand, figure officielle du régime d'Allemagne de l'Est, autorisé à voyager dans le monde entier, Brecht critique le gouvernement de RDA, notamment après la révolte de Berlin Est. Les quatre derniers vers ont été censurés dans les publications officielles de RDA.

Après l'insurrection du 17 juin
Le secrétaire de l'Union des Ecrivains
Fit distribuer des tracts dans la Stalin Allee.
Le peuple, y lisait-on, a par sa faute
Perdu la confiance du gouvernement
Et ce n'est qu'en redoublant d'efforts
Qu'il peut la regagner.
Ne serait-il pas
Plus simple alors pour le gouvernement
De dissoudre le peuple
Et d'en élire un autre ?

Bertolt Brecht, *Poèmes*, tome 7 (1948-1956), Paris, L'Arche, 1967 (trad. M. Regnaud)

Document 2 : La démocratie populaire n'a pas d'opposition

Certains citoyens demandent pourquoi il n'y a pas d'opposition chez nous. Ils pensent que l'existence d'une opposition est le propre d'une véritable démocratie. Mais une démocratie n'existe pas là où différents partis passent leur temps à s'opposer, là où la classe des travailleurs est divisée et où règne une opposition. [...]

Dans notre République démocratique allemande, les criminels de guerre, les détenteurs de monopoles, les grands propriétaires terriens sont écartés du pouvoir. Ici, les usines, les banques appartiennent au peuple. L'armée, la police et la justice — les prérogatives de l'État — sont au service des actifs. Il n'y a aucune contradiction entre la politique du gouvernement et les intérêts de la population. Une opposition, si elle existait en RDA, ne pourrait être que tournée contre la politique de notre gouvernement. Elle contesterait alors la semaine de 45 heures, la construction de milliers de logements, les loyers bas, la stabilité de nos prix, nos dépenses élevées pour la culture et le savoir, et notre pacifisme. Elle chercherait à introduire au plus haut niveau les militaristes et les fascistes, favorables à l'OTAN, et la préparation d'une guerre atomique. Tolérer une telle opposition serait criminel.

Article extrait du *Neues Deutschland*, (journal officiel de la RDA), 17 mai 1957
Traduit par F. Munier.

Document 3 : Les socialistes français face à l'abandon du marxisme par le SPD (1959) entretien entre Michel Rocard et Michel Winock

Le SPD allemand est né en 1875 [...] les dirigeants de la social-démocratie détenaient le monopole de la représentation ouvrière, mais ils étaient en même temps les défenseurs de la démocratie parlementaire et du suffrage universel encore inexistant dans leur pays. C'est sur ce programme qu'ils ont attiré des millions de militants. En France, au contraire, quand le Parti socialiste SFIO fut fondé en 1905, la République était déjà en place, le suffrage universel établi, la séparation de l'Église et de l'État en train de se jouer. Pour fonder son identité, la SFIO n'avait plus que la question sociale.

[En 1920], au congrès de Tours, les socialistes se sont affrontés sur l'adhésion à l'Internationale communiste. Cas unique en Europe, la majorité s'est ralliée au communisme. La minorité socialiste conduite par Léon Blum a dès lors vécu dans le rêve de l'unité retrouvée, sans renoncer à son programme révolutionnaire. Sous l'Occupation, c'est le réformiste Daniel Mayer qui [a] animé des



réseaux de résistance socialistes et réorganisé en 1943, dans la clandestinité, la SFIO. Mais dès 1946, il a perdu le contrôle du parti au profit de Guy Mollet et au nom d'un discours « de gauche », c'est-à-dire marxiste. La guerre d'Algérie, dont Guy Mollet, devenu président du Conseil en 1956, a assumé les responsabilités, et le retour de De Gaulle, ont à leur tour divisé les socialistes et ouvert une nouvelle crise. Lorsqu'arrive la nouvelle de Bad Godesberg, les socialistes ne veulent pas aggraver la séparation consommée avec les communistes depuis 1947. Ils se drapent dans l'intransigeance [...]. Au moment de la refondation du parti au congrès d'Épinay, en 1971, la coalition majoritaire a explicitement rejeté la social-démocratie. Le Parti socialiste a fait son « anti-Bad Godesberg ». [...] Il est vrai qu'il n'existe plus de majorité pour défendre le discours marxiste au sein du parti. Mais le PS a peur de la division et n'ose pas rompre avec la minorité marxiste. Lors du congrès socialiste du Mans, en 2008, les motions qui ont remporté 53 % des voix étaient européennes, réformistes, non révolutionnaires. Au moment des résultats, j'ai crié « Jaurès a gagné ! ».

Michel Rocard, entretien avec Michel Wiriocq, L'Histoire, n° 348, décembre 2009

